

Psychodrame marseillais autour des primaires socialistes

LE MONDE | 16.07.2013 à 10h52 • Mis à jour le 16.07.2013 à 10h52 | Par Gilles Rof

Communiqués en rafale, "cri d'alerte" et appel au calme. Haute autorité qui s'agace et affirme qu'elle "se fiche et contrefiche des rumeurs"... Le petit monde des primaires citoyennes pour les [municipales](#) 2014 à Marseille a connu une chaude journée, lundi 15 juillet. Apogée de ce psychodrame entre amis socialistes, la conférence de presse impromptue d'Eugène Caselli, un des six candidats qui attendent que soit validée leur participation aux élections des 13 et 20 octobre 2013.

Je veux [pousser](#) un coup de gueule parce que j'ai des inquiétudes concernant la façon dont ces primaires sont organisées", a attaqué le pourtant très consensuel président PS de la communauté urbaine [Marseille Provence](#) Métropole (MPM). "On change les règles du jeu en cours de match ! Ce n'est pas acceptable", a-t-il poursuivi.

Cause de cette colère ? Deux courriels adressés aux candidats, le [week-end](#) du 14-Juillet, par la Haute Autorité des primaires, l'organe de contrôle de ces élections. Le premier évoque la possibilité d'un report des validations des candidatures, initialement prévues le 17 juillet. Le second "suggère" aux candidats d'[ajouter](#) pour chacun de leurs 1 350 parrainages "le numéro de bureau de vote correspondant".

"J'ENTENDS DES CHOSES..."

Une exigence supplémentaire qu'Eugène Caselli n'accepte pas : "Est-ce un moyen dilatoire pour [remettre](#) en cause le processus démocratique engagé ? Je ne sais pas à qui cela profite. Il y a des bruits, j'entends des choses... Si des candidats ou des candidates ont des problèmes de parrainage, qu'ils assument !"

"Les choses entendues" par le président de MPM concernent surtout [Marie-Arlette Carlotti](#). Le 15 juillet au matin, un article publié sur le site Internet du *Point* affirmait que la [Haute Autorité](#) avait demandé des parrainages supplémentaires à la ministre déléguée aux personnes handicapées. Ce que les deux parties ont démenti dans la journée. "Nos parrainages sont sûrs à 100 % et nous sommes opposés, nous aussi, à un nouveau délai, assure Joël Canicave, directeur de campagne de M^{me} Carlotti. Cela déplaît à nos concurrents que Marie-Arlette soit en tête des sondages, mais ils devraient [garder](#) leur sang-froid."

"NOM D'ÉPOUSE"

Mardi 16 juillet, la Haute Autorité devait [recevoir](#) les candidats afin, selon l'avocat Jean-Pierre Mignard, président de l'organe de contrôle, de "demander des précisions sur certains parrainages. Même si nous ne vérifions les dossiers que par sondage, nous le faisons avec exhaustivité". Chaque candidat devrait [avoir](#) sa liste "à corriger" : "Des noms difficilement lisibles, d'autres qui ne correspondent pas aux répertoires

électoraux, des électrices qui donnent leur nom d'épouse alors qu'elles sont inscrites sous celui de jeune fille..."

M. Mignard s'étonne des *"impatiences de M. Caselli et de cette tempête dans un verre d'eau"*. *"Si les candidats apportent rapidement les précisions demandées, les délais pourraient être tenus"*, conclut-il. Un épilogue qu'apprécierait le [Parti socialiste](#). Mercredi 17 juillet, [Christophe Borgel](#) et [Alain Fontanel](#), les deux responsables nationaux pour ces primaires, sont attendus à Marseille.